

MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

	INFO	AVIS	COPIE	EXEC	ARCH.
DIR					
SPA					
DSV 22 Reçu le	- 3 SEP, 1997				N°
HA					
IC					

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

DB

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour leur application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU L'arrêté préfectoral du 30 novembre 1993 autorisant Monsieur Joseph NELO à exploiter à LE QUILLO au lieu-dit "Le Penher" (section ZK N° 23a) un élevage de 56 000 volailles (poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée par l'intéressé le 15 décembre 1994 en vue de la restructuration et l'extension de son élevage de 36 000 animaux équivalents (36 000 poules pondeuses) par la création de 40 000 animaux équivalents (poules pondeuses) installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de SAINT-CARADEC (7 mars 1995), SAINT-GUEN (21 mars 1995), MERLEAC (21 février 1995), LE QUILLIO (10 mars 1995) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 8 mars 1995, 16 février 1995, 21 mars 1995 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 mai 1995 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 2 juin 1995 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

M. Joseph NELO demeurant à LE QUILLIO au lieu-dit "Le Penher" est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZK n° 23), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 76 000 animaux équivalents (poules pondeuses) de plus d'un mois en présence simultanée à savoir :

- élevage existant : 36 000 animaux équivalents (poules pondeuses)
- élevage à créer : 40 000 animaux équivalents (poules pondeuses)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2°) Prescriptions spéciales :

a) Agencement de l'élevage :

- Le poulailler devra être équipé à chaque étage des batteries de ponte d'un système de préséchage des fientes.

- Le volume de stockage des fientes devra être porté de 1617 m3 à 1900 m3 pour disposer d'une durée de stockage de 6 mois.

b) Exploitation de l'élevage :

Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'éleveur devra fournir un autre contrat de reprise qui offre les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections (plan d'épandage ou transformation dans un centre de traitement) conforme à la réglementation en vigueur ou cesser l'exploitation de l'élevage.

Une copie des bons d'enlèvement sera à transmettre par l'éleveur à la fin de chaque année civile aux services vétérinaires chargés de l'inspection.

M. Joseph NELO devra, en fin d'année transmettre un bilan azoté sur l'ensemble du plan d'épandage précisant les informations suivantes :

- dates d'épandage,
- parcelles réceptrices,
- quantités épandues par parcelle (azote organique - azote minéral),
- nature des cultures par parcelle,
- rendements des cultures

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

.../...

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LE QUILLIO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Joseph NELO.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Joseph NELO dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1993 susvisé.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire LE QUILLIO

L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Joseph NELO pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-CARADEC, SAINT-GUEN, MERLEAC, GRACE-UZEL, pour information.

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau

M.S. MOREAU

SAINT-BRIEUC, le 7 JUIL. 1995
LE PREFET,
Pour le Préfet,

le Sous-Préfet
délégué,

Signé: Lionel LEMDINE.